

101. pourquoi pas de serments de fonction

Pourquoi il n'y a pas de serment d'office

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

On nous demande souvent de fournir la preuve de nos affirmations et nous pointons vers l'histoire elle-même, à la fois l'histoire qui est claire sur les documents et l'histoire qui devrait être présente --- et ne l'est pas.

Récemment, une nouvelle génération a découvert que tous ces prétendus agents publics, qui semblent occuper des postes de gouvernement responsables, n'ont pas de véritable serment de fonction publique. Cela vaut également pour les espèces d'officiers fédéraux et les officiers de leurs activités de franchise de l'État d'État et du «comté».

Des serments de bureau écrits sont exigés de tous les officiers municipaux et territoriaux, parfois appelés «agents de district», comme condition d'occupation de toute fonction publique. Cela s'applique également logiquement à toutes les franchises exploitées par ces sociétés municipales.

Cela a été jugé nécessaire pour maintenir les officiers étrangers individuels au service de notre gouvernement américain sous contrat et pleinement responsables de leurs actes.

Aujourd'hui, plus de 90% de tous ces prétendus agents publics travaillant pour les sociétés municipales de district n'ont aucun serment écrit de bureau et le pourcentage est encore plus élevé parmi les «juges» exploitant les tribunaux de district militaire non autorisés et les tribunaux municipaux.

Les «juges» agissent en fait en tant que juristes embauchés, qu'il y ait eu ou non une élection interne des actionnaires. Ils travaillent pour les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia à titre privé, et ils n'ont aucun bureau public valide.

Si ces personnes devaient rédiger et signer un serment notarié et le placer au dossier public, deux conséquences se produiraient simultanément: (1) elles admettraient se faire passer pour un fonctionnaire; et (2) ils seraient obligés d'exercer effectivement les fonctions de la fonction publique.

Dans l'état actuel des choses, ils font semblant d'occuper la fonction publique et sont payés pour faire le sale boulot des sociétés municipales. Ainsi, ils semblent servir le public, tandis que leur travail réel est de molleton le public et de collecter de l'argent et des actifs sous de faux prétextes.

Les juges, les politiciens et même les prétendus shérifs du comté sur la masse salariale des entreprises échappent à la signature et à la publication du serment d'office requis pour éviter toute responsabilité à cet égard, et c'est pourquoi il n'y a pratiquement aucun serment public enregistré depuis les années 1960.

C'est aussi la raison pour laquelle aucune des nombreuses décisions prises par ces acteurs n'est valable à l'égard des Américains qu'ils abusent en tant que membres de leur propre "citoyenneté".

Partout où un employé de la Corporation municipale occupe ou semble occuper une fonction publique, élu ou nommé, et qu'il agit sans un serment d'office écrit et notarié les obligeant et les rendant responsables des fonctions de cette fonction, cette même personne commet une fraude, se fait passer pour un fonctionnaire et néglige et échappe de façon trahison à l'obligation de cette fonction.

Regardez Kamala Harris, AWOL à Beverly Hills, faisant le moins possible humainement pour continuer à percevoir un chèque de paie, pas de serment d'office, aucune responsabilité pour manquement.

Toutes ces sociétés municipales doivent apprendre que la fraude ne fait qu'aggraver la fraude.

Nous, Américains de rang et de dossier, ne faisons partie des citoyens attachés à aucune des sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia et ne l'avons jamais été.

Nos mères peuvent avoir signé des enregistrements non divulgués semblant affirmer un tel statut politique étranger pour nous et nous confier les obligations des États-Unis territoriaux britanniques. La citoyenneté, et nous pouvons avoir, dans des conditions similaires de non-divulgaration, cédé aux demandes émises en vertu de la couleur de la loi que nous appliquons également pour les comptes de sécurité sociale, mais les contrats obtenus dans des conditions de force et de fraude sont nuls comme s'ils n'avaient jamais été, et c'est exactement la circonstance concernant au moins 300 millions d'Américains.

Certains Américains choisissent d'adopter de telles obligations de citoyenneté fédérale lorsqu'ils poursuivent des emplois dans la fonction publique militaire ou fédérale, mais ces obligations ont été redéfinies par les sociétés municipales qui ont tenté de convertir illégalement l'ensemble de notre population.

Jusqu'en 1946, lorsque les Américains ont été libérés du service militaire, on a supposé à juste titre qu'ils étaient rentrés chez eux à leur statut de droit d'aînesse en tant que ressortissants de l'État américain. Lorsque les gens ont quitté leur emploi au bureau de poste municipal ou à une fonction publique fédérale similaire, la même présomption que les individus sont rentrés chez eux à leur statut de droit d'aînesse s'appliquait.

Cela doit être supposé parce qu'être un État américain national ou un citoyen d'État américain est un statut beaucoup plus bénéfique que de servir en tant que territoire britannique américain. Citoyen ou CITOYEN municipal de toute nature.

Au lieu de cela, les sociétés municipales ont déterminé --- sans divulgation - que les Américains quittant le "Service fédéral" devraient écrire des lettres à leurs commandants de branche ou chefs de département, les informant de leur retour à la "juridiction originale" - sur la terre et le sol. Sinon, elles, les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, "supposeraient" que ces Américains, qui n'étaient plus employés par ces sociétés, sont néanmoins restés volontairement dans la juridiction fédérale et ont volontairement adopté les obligations de citoyenneté fédérale en conséquence.

En effet, en utilisant ces manœuvres administratives non divulguées, les sociétés municipales ont inventé une justification pour saisir et soumettre leurs anciens employés à leur juridiction sans divulgation.

Ces stratagèmes et présomptions ont permis aux sociétés municipales de se soustraire à leurs obligations envers les Américains en vertu des constitutions fédérales --- non pas en sapant les constitutions qui permettent leur propre existence, mais en dénaturant, fraudant et convertissant illégalement le statut politique naturel des Américains, de sorte que nous n'étions plus considérés comme des ressortissants ou des citoyens de nos États de l'Union et, par conséquent, ne devaient plus les garanties et les protections que nos ancêtres ont intégrées dans les constitutions.

Nos soldats et nos marins n'ont jamais été autorisés à rentrer chez eux et à jouir des libertés et des garanties qu'ils ont gagnées, à moins qu'ils ne lisent la note de service interne et aient écrit une lettre à leur commandant de la branche de service leur disant l'évidence --- que ils ont été libérés et rentraient chez eux.

La même astuce s'appliquait aux Américains qui occupaient des emplois dans la fonction publique fédérale. Tout cela a été fait dans des conditions de secret, de non-divulgation et de tromperie; tout cela a été fait par des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia à la recherche de profits et d'un pouvoir politique coercitif sous la couleur du droit.

Les employés de la Municipal Corporation n'ont aucune garantie constitutionnelle et sont soumis à des systèmes étrangers de droit administratif, maritime et amirauté, donc sous-alimenter tous ces Américains a permis aux auteurs d'évaluer les impôts et les dîmes sur le "revenu fédéral", d'évaluer les impôts et les frais de service sur les services publics et les marchandises qui appartiennent réellement aux victimes, d'appliquer des hypothèques aux biens américains que les Américains ne devaient jamais, de promouvoir des régimes de "droit, d'accorder des licences aux droits des victimes en tant que privilèges et d'abuser de la population générale de ce pays de la même manière que ces sociétés ont abusé de leurs propres employés.

Toutes ces activités exercées par les sociétés municipales sont des crimes et la plupart de ces crimes sont reconnus dans plusieurs juridictions, de sorte qu'ils sont non seulement illégaux, ils sont également illégaux. De manière pratique, les procureurs de district qui sont censés poursuivre ces crimes en tant que questions juridiques ne le font pas systématiquement, car ils sont employés

par les mêmes sociétés que commettent tous ces crimes --- et jusqu'à présent, les autorités légales ont été obstruées, menties et irrespectueuses.

Cela a conduit à la promotion d'une société pirate criminelle sur nos côtes, à la pratique pernicieuse de la propagande et de la tromperie, et à une rupture des valeurs sociales et culturelles qui a été promue pour accélérer l'anarchie des sociétés municipales qui se sont érigées comme Tarzan , Roi de la jungle, et se sont déformés en tant que gouvernement.

Comme nous l'avons démontré, ces sociétés municipales ont causé ce problème et créé toute cette violence tout en agissant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service --- les constitutions fédérales qui les concernent et les limitations des services qui ils sont censés fournir sous contrat. Les directeurs généraux responsables de ces sociétés municipales sont assis sur leurs lauriers et collectent la crème de tout ce piratage et de cette fraude commerciale, respectivement, depuis 150 ans.

Nous souhaitons une fin pacifique et pratique de toute cette situation.

Nous ne souhaitons pas participer à la prochaine fraude présumée promue par ces mêmes sociétés municipales incontrôlables, une fraude qui est annoncée comme le système financier quantique et accélérée par des monnaies numériques inexistantes proposées comme de nouveaux produits passionnants. par les banques complices.

Les banques elles-mêmes ont été exploitées illégalement et illégalement par les mêmes sociétés municipales de district et doivent être sous une nouvelle direction, tandis que les victimes de toute cette fraude doivent recevoir des cartes de crédit prépayées pour le retour de toutes les taxes et frais perçus illégalement et illégalement. et les collections et pénalités qu'ils ont payées.

Ce que ces sociétés municipales et leurs franchises de banques commerciales offrent réellement, c'est un moyen d'éviter leurs obligations très matérielles et substantielles et un moyen de poursuivre leurs stratagèmes de fraude contre les personnes vivantes qu'elles sont censées servir.

Nous avons observé tout ce processus. Nous avons commencé avec des pièces d'or, puis des certificats d'or. Cela a été repris par la monnaie en argent, puis par les certificats en argent. Cela a ensuite été suivi de "Federal Reserve Notes" --- promet essentiellement de payer, un jour, à l'avenir, sans date d'expiration du prêt. Ce dernier arrangement confortable a été conclu par des lois sur la monnaie légale imposées par la couleur de la loi et ne peut être présenté comme un contrat valide avec aucune des victimes de cette fraude.

Toujours, l'actif réel et matériel est dérobé en substituant quelque chose de moins en moins précieux. Pièces pour certificats, certificats pour notes, et maintenant, notes pour frappes saisies dans un registre informatique maintenu par la technologie de la chaîne de blocs.

Nous avons vu la même progression avec leurs activités d'esclavage illégales, illégales et immorales - les progrès de l'humanité, vers les humains, et maintenant, s'ils s'en tirent, les OGM.

Ainsi, avec rien de plus que des frappes informatiques et des pings, ces sociétés municipales criminelles et leurs banquiers complètement éhontés proposent d'acheter la Terre et tous ses actifs.

Nous proposons une contre-offre: les banques sont saisies et confisquées.

Ils ont construit leur stratagème de fraude à de tels sommets et ont reçu quelque chose pour rien de long, qu'ils ne voient aucune raison que cela ne puisse pas continuer indéfiniment.

Avec quelques coups sur un clavier, des industries entières peuvent être effondrées, des économies nationales améliorées ou dévastées, une opposition politique détruite, des demandeurs de liberté individuels également. Pas étonnant que les semblables de Bill Gates se précipitent en pensant à tout le pouvoir consolidé dans un nouveau programme de fraude brillant --- et oublient que c'est ce que c'est: un stratagème de fraude assistée par ordinateur. Ils oublient également que d'autres personnes peuvent voir qu'il s'agit d'un stratagème de fraude.

Ils peuvent appeler cela un plan. Nous l'appelons juste un autre stratagème de fraude conçu pour obtenir quelque chose pour rien sous la couleur de la loi, et un moyen pour ces mêmes criminels d'employer un contrôle plus coercitif sur les personnes qui sont leurs employeurs et qui sont les véritables propriétaires de toutes les ressources que ces soi-même les criminels en service essaient de réquisitionner.

Nous souhaitons que ces épreuves fastidieuses soient terminées. Nous nous sommes souvenus de tout ce dont nous devons nous souvenir et nous devons être libérés de tout système juridique, y compris, mais sans s'y limiter, les systèmes juridiques destinés à la gestion des sociétés commerciales, des marins tapageurs, des domaines de l'homme mort et des bateaux.

Nous souhaitons que tout le monde sur Terre reçoive une divulgation complète de la citoyenneté par rapport au statut national, puis soit autorisé à faire son choix librement, sciemment et volontairement.

Nous souhaitons que tous les employés de la District Municipal Corporation et toutes leurs sociétés franchisées opérant en tant que sociétés d'État et sociétés de comté se retirent immédiatement et quittent tout bureau public qu'ils ont occupé, ou alternativement, s'ils sont éligibles au bureau en tant que Américains et agréables à agir de bonne foi et sous leur responsabilité personnelle, à remplir, à notarié et à enregistrer leur serment d'office.

Nous souhaitons que tous les avocats du barreau à tous les niveaux du système de franchise respectent l'esprit et l'intention de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers et publient librement leur enregistrement et leurs titres étrangers sur leurs papier à en-tête, factures, cartes de visite, etc., en tant que bon avis au public américain.

Nous souhaitons que ces modifications administratives aient lieu immédiatement.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

17 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:35 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:35 by Bee